

Version intégrale de l'entretien avec l'invité de Grain de sel

Grain de sel n°32 Septembre 2005

<http://graindesel.inter-reseaux.org/>

L'invité de Grain de sel n°32. Alpha Ouédraogo, directeur du Centre d'innovation financière, un centre de recherche et de développement au service de six réseaux d'Afrique, a été pendant 15 ans directeur général de la Fédération des caisses populaires du Burkina Faso. Il est aussi ancien membre du groupe consultatif sur les politiques du CGAP¹

Grain de sel : Qu'est-ce que le centre d'innovation financière ?

Alpha Ouedraogo : Le centre d'innovation financière est un regroupement de six réseaux de coopératives d'épargne et de crédit (Coopec) d'Afrique de l'Ouest. Ces six réseaux ont, depuis 1990, à partir de leur préoccupation commune, décidé de mettre en place un organisme centré sur la recherche en produits et services financiers adaptés à la clientèle de la microfinance. Ils souhaitaient également, pour se comparer d'une institution à l'autre et d'un pays à l'autre et améliorer leurs services, créer une structure capable de mettre en place des normes et standards au niveau de la sous-région.

Les 6 réseaux (Fececam au Bénin, FCPB au Burkina Faso, Kafo Jignew et Niyesigiso au Mali, UM-Pamecas au Sénégal et Fucec au Togo) représentent 1 500 000 clients, 500 points de services, 100 milliards d'actifs pour 80 milliards de crédits, avec des crédits d'un montant moyen de 40 000 FCFA. En principe, sur tous les réseaux du Cif, la clientèle est constituée à 60% d'hommes pour 40 % de femmes. Le Sénégal fait exception avec 80 % de femmes.

GDS : Quels sont les enjeux pour la microfinance en Afrique de l'Ouest dans les pays des réseaux membres du Cif ?

AO : Quand vous regardez aujourd'hui l'Afrique de l'Ouest, je pense que l'enjeu c'est toute la modernisation et la transformation des institutions. Il n'est de secret pour personne que la microfinance est devenue le siège d'enjeux importants. Le problème auquel nous sommes confrontés aujourd'hui dans les coopératives d'épargne et de crédit, c'est que 80% des membres vivent en dessous du minimum vital. Or les animateurs des Coopec, pour beaucoup,

¹ [CGAP](#) The Consultative Group to Assist the Poor est un consortium de 28 bailleurs de fonds publiques et privées travaillant ensemble afin de développer des services financiers adaptés aux besoins des personnes souffrant de pauvreté dans les pays en voie de développement

sont dans des situations délicates : témoins d'accumulation, de capitalisation financière, ils sont victimes d'une double contradiction : ils sont bénévoles, ils travaillent et pour autant ils n'ont pas de quoi vivre. Les problèmes de gouvernance dont on parle tant sont en grande partie liés à ce phénomène.

La question de l'équilibre financier est une autre grande question... Oui l'équilibre financier est nécessaire, voire indispensable. Je suis moi-même un maniaque de la capitalisation financière. Mais cette capitalisation financière doit se faire au service du développement. Aujourd'hui on parle d'exclus des systèmes financiers. Je crois qu'il faut voir plus loin dans l'exclusion : les exclus des services financiers n'ont bien souvent pas accès à nombre d'autres services. C'est-à-dire que les services financiers ne sont pas, à eux seuls, la clé du développement. Ils représentent un moteur, un catalyseur. Il va falloir avoir d'autres types de services pour accompagner la microfinance - services d'éducation, d'épargne, d'assurance, etc. Arriver à passer d'une institution d'épargne ou de placement de fonds pour arriver à financer le développement, voilà l'un des enjeux majeurs auxquels nous sommes confrontés.

GDS : au cœur des débats sur la microfinance on trouve depuis longtemps maintenant la question de la performance financière des IMF et celle tout simplement de leur viabilité économique. Quelle est votre opinion sur ce point ?

AO : Pour moi l'idée de performance financière doit être au cœur des choses mais l'idée également de l'impact sur la vie des gens doit être important. Il faut savoir ce que c'est que la microfinance, la microfinance c'est un va et vient entre la mission sociale et la mission économique. Mais moi je suis de ceux qui pensent qu'il faut créer l'infrastructure financière et économique pour réaliser la mission sociale. Je pense que c'est une orientation majeure, si on ne veut pas être des éternels mendiants sur le plan national et international, il va falloir créer l'infrastructure financière, créer l'infrastructure économique pour réaliser la mission sociale. Ceci étant dit, je pense qu'il faut être réaliste. Une institution qui démarre a besoin de subvention, parce que le démarrage de l'institution est une innovation en soi, la construction d'une institution demande des subventions. Mais attention, cela ne signifie pas que l'idée de viabilité financière doivent venir au fur et à mesure de la construction : l'idée de viabilité financière doit être au cœur de la construction.

Aujourd'hui, il n'est pas question de supprimer la subvention, il est question d'orienter la subvention autrement. Le vrai nom du développement, c'est la capitalisation, c'est disposer du capital pour financer l'ensemble des activités et le fait d'être viable financièrement ne veut pas dire qu'on soit assez capitalisé pour financer le développement. Pour financer le

développement à mon avis on peut orienter, canaliser le gaspillage là pour essayer de faire fructifier davantage la microfinance. Je pense en particulier par exemple à la recherche des produits et services financiers, je pense aux innovations qu'il faut apporter, je pense aujourd'hui, parce qu'on a atteint un niveau de complexification financière qui va demander que tous ces réseaux soient informatisés, je pense qu'on peut orienter la subvention pour ces genres de choses là et la formation par exemple. Ce sont les aspects sur lesquels à mon avis la subvention va être encore nécessaire.

On parle beaucoup de suppression des subventions mais je pense qu'il est plutôt question de réaffectation ; mieux subventionner en fait de façon plus précise, plus ciblée sur les besoins.

Et moi par exemple quand j'étais à la tête de la Fédération du Burkina tous les fonds de subvention que j'avais reçus, je les ai transformés en fonds de capitalisation des institutions que la recherche de la viabilité financière devienne une sanction de la bonne gestion. A ce moment, les fonds de subvention peuvent devenir des fonds de capitalisation pour que l'institution par elle-même continue à prendre des risques, continue à financer le fonds de développement parce que le débat de la suppression ou de la non suppression est un faux débat.